

Christophe Passer

Presque trois ans après son départ du gouvernement genevois, où elle siégea durant dix ans, Anne Emery-Torracinta, 67 ans, publie «Dans l'ombre du génocide des Tutsi»*, qui attire aussi par son sobre sous-titre: «La Suisse et le Rwanda 1950-1994». Il suggère un lien cruel entre ce qui fut l'une des pires tragédies du XX^e siècle et une attitude des autorités helvétiques qui continue d'interroger.

Dans ce bar près de la gare Cornavin, l'ancienne ministre a gardé ce mélange de légère raideur tamisée d'émotion à fleur de peau. Le volume qu'elle publie le 19 mai est une somme. Un travail considérable qui comble une lacune: peu d'études ont été consacrées à l'attitude de la Suisse durant les années qui ont précédé l'horreur de 1994. Après l'attentat qui coûta sa vie le 6 avril au président hutu Juvénal Habyarimana (qui dirigeait le pays depuis vingt et un ans), entre 800'000 et un million de personnes, en grande majorité issues de la minorité Tutsi, furent massacrées.

Lien et questionnement

Pourquoi s'est-elle lancée dans cette histoire? «Avant d'être une politicienne, je suis historienne, enseignante au gymnase. Durant trente-cinq ans, j'ai enseigné la Shoah aux élèves. Une des questions que l'on discute alors en classe, c'est comment cela a-t-il pu arriver? Au moment du génocide des Tutsi, la façon dont un drame pareil avait pu «recommencer» m'avait donc interrogée. Ce d'autant plus que c'était un pays où la Suisse était très présente, à travers le développement et la coopération.»

Les hasards de la vie, les rencontres, dont celle d'amis rwandais, ont perpétué ce lien et les questionnements qui ont vite affleuré sur la manière dont la Suisse – ou des Suisses – s'étaient comportés au Rwanda durant les décennies précédant le génocide. «J'ai pris mon temps, dit-elle. J'ai interrogé de nombreux acteurs de l'époque, consulté les archives, me suis confrontée aux difficultés d'accès à certains documents à Berne: le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) s'est montré plutôt ouvert et souple, mais le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) pas du tout.»

Anne Emery-Torracinta décrit le contexte «postcolonial» qui prévalait à l'engagement suisse dans ce pays d'Afrique de l'Est: «Il y avait, dans ces années, une sorte de projection que faisaient les autorités suisses à propos du Rwanda. Un pays verdoyant, montagneux, faisant songer à l'Emmental. Politiquement aussi, la Suisse voyait dans l'aristocratie tutsie chassée du pouvoir par la majorité Hutu, au début des années 60, une reproduction de la lutte des Suisses contre les Habsbourg: on croyait la démocratie mise en route, qu'il s'agissait d'accompagner en n'étant pas trop regardant avec la minorité persécutée, d'autant plus qu'on percevait alors l'Afrique comme un continent «sauvage» où il est fréquent que des «tribus s'entre-tuent». Malgré les alertes, les premiers massacres, le début de la guerre en 1990, la Suisse ne voit jamais les signes, ou ne les comprend pas. On laisse faire sans cesse, même si certains esprits perspicaces – je le souligne dans mon livre – tentent de signaler que c'est en train de mal tourner. Personne ne les écoute, ils sont même parfois dénigrés.»

Personnages ambigus

Le livre revient également sur la trajectoire de quelques personnages aussi ambigus que fascinants. Le premier est Monseigneur André Perraudin, arche-

vêque de Kabgayi, qui vécut au Rwanda entre le début des années 50 et 1993. Ce Valaisan, dès les années 50, publie des textes pastoraux dont les termes seraient aujourd'hui considérés d'évidence comme comportant des passages racistes et qui pouvaient apparaître comme une justification de la violence des Hutu envers les Tutsi.

Perraudin était aussi un proche de Grégoire Kayibanda, premier président Hutu. Il soutint ensuite sans sourciller le régime. Figure centrale des ecclésiastiques au Rwanda, il était consulté par les autorités helvétiques qui soignaient leurs liens

avec une jeune nation où se concentrait l'aide de la coopération suisse. Perraudin, même après le génocide et jusqu'à son décès en 2003 en Suisse, persista, sans jamais reconnaître la moindre erreur d'appréciation, à défendre un point de vue en faveur des Hutu. Anne Emery-Torracinta: «On est aussi, à l'époque, dans une Suisse très anticomuniste. L'arrivée au pouvoir d'un président hutu d'obédience démocrate-chrétienne avait été ressentie positivement, au point d'occulter tout ce qui ne collait pas (les premiers massacres, les lois de plus en plus discriminantes envers les Tutsi) et aurait

pu ou dû remettre en question l'aide accordée par la Suisse via la Direction du développement et de la coopération (DDC).» Remarquons que d'autres institutions, à commencer par le CICR, n'ont pas eu le même aveuglement et quittèrent le pays dès le milieu des années 70.

L'autre figure suisse racontée par un chapitre du livre, c'est le mystérieux Charles Jeanneret. «La Suisse avait accepté dès 1963 de financer un conseiller de la présidence rwandaise, ce qui est tout de même particulier, explique l'ex-ministre. Cinq diplomates se succédèrent jusqu'en 1975 avant une interruption jusqu'en 1981,

lorsque l'économiste et professeur Jeanneret arrive. Un homme qui avait enseigné au Canada, se mettant alors au service du président Habyarimana.» Son histoire et son influence demeurent aussi opaques qu'évidentes aux yeux des acteurs locaux. Jeanneret est grassement payé et n'a cependant aucun compte à rendre à Berne.

«Quand on consulte les archives suisses, on ne trouve presque rien sur ses activités, explique Anne Emery-Torracinta. Deux ou trois notes techniques, peu après son arrivée, l'un ou l'autre article sans intérêt qu'il écrit sur le Rwanda dans des revues, et tout cela perdure jusqu'en

1993, lorsqu'il quitte le pays, peu avant le début du génocide.»

Jeanneret fut ainsi un soutien constant du régime et un grand admirateur de Habyarimana, lui écrivant ses discours, jouant même un rôle diplomatique durant la guerre contre le Burundi, tout en restant dans l'ombre. Jamais de photos, jamais de lumière. «Il avait perdu toute distance critique avec le président rwandais. On peut s'interroger sur la personne, sans qu'on puisse lui reprocher quoi que ce soit de concret, mais d'abord sur cette fonction problématique d'un conseiller payé par la Confédération pour soutenir un régime qui s'enfonçait dans la dictature et les atteintes aux droits de l'homme», soupire la chercheuse.

Coupable?

Anne Emery-Torracinta, avec son livre formidablement documenté qui se lit comme le roman terrible du Rwanda, n'est-elle pas cependant victime de cette manière de mode contemporaine relisant l'histoire en y voyant toujours l'Occident en coupable idéal et honteux des tragédies? Elle s'en défend: «Je ne dis pas que la Suisse est coupable. À ce compte-là, le rôle de la Belgique et de la France est beaucoup plus problématique.

«Le fait qu'il y ait toujours eu des Suisses qui, à titre individuel, ont réagi face aux discriminations et à la violence montre qu'il était possible d'agir autrement.»

Anne Emery-Torracinta
Ancienne conseillère d'État genevoise

Mais je reste choquée par l'indifférence dont la Suisse a fait preuve pendant des décennies face à la ségrégation et aux violences subies par les Tutsi. Compte tenu de ses liens particuliers avec le pouvoir rwandais, elle aurait pu contribuer à orienter différemment le cours des événements. Oui, il ne faut pas juger les comportements du passé avec les lunettes du présent. Mais le fait qu'il y ait toujours eu des Suisses qui, à titre individuel, ont réagi face aux discriminations et à la violence montre qu'il était possible d'agir autrement. Je souhaite que ma recherche puisse ainsi contribuer à leur rendre hommage et à faire réfléchir à la politique étrangère de la Suisse.»

Les centaines de milliers de morts ne sont jamais seulement des statistiques. Ils nous hantent comme l'humus des colères enfouies et possiblement renaissantes. Anne Emery-Torracinta le résume avec émotion: «L'indifférence au malheur des autres et le manque de courage font le lit des génocides.» Regardons autour de nous.

«Dans l'ombre du génocide des Tutsi - La Suisse et le Rwanda 1950-1994», Anne Emery-Torracinta, Éd. Slatkine, 552 p. En librairie le 19 mai

*«Sur le plan de la terminologie, comme la plupart des historiens, j'ai fait le choix, de parler des «Hutu» et des «Tutsi», sans marquer l'accord (sauf s'il s'agit de citations mentionnées comme telles). En effet, en kinyarwanda, on dit «Muhutu» ou «Mututsi» au singulier et «Bahutu» ou «Batutsi» au pluriel. Par souci de simplification, au Rwanda même, on parle généralement des «Hutu ou des Tutsi», explique Anne Emery-Torracinta.



Anne Emery-Torracinta a écrit ce livre d'historienne au sortir de sa vie politique. Laurent Guiraud

«La Suisse face au génocide des Tutsi continue de me choquer»

Histoire Dans un livre terrible, l'historienne et ancienne conseillère d'État genevoise Anne Emery-Torracinta interroge le rôle du pays dans le processus qui mena au génocide de 1994, dans un Rwanda où il était alors très engagé.